

LE 17/05/2021



Élie
Cohen

Richard
Robert

La valse européenne

Les trois temps
de la crise

fayard

Conversation européenne

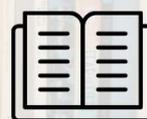
avec Richard Robert

autour de l'ouvrage

La valse européenne Les trois temps de la crise

Discussion animée par Edouard Gaudot

Lundi 17 mai 2021 de 18h30 à 19h30
en webinaire et Facebook Live



EuropaNova

EUROSORBONNE

LA VALSE EUROPÉENNE LES TROIS TEMPS DE LA CRISE

« L'Europe se construit dans les crises ». Le cliché historique s'est vérifié ces douze dernières années, dans l'accumulation de crises, depuis l'effondrement financier des subprimes, jusqu'à la récurrente crise de l'accueil des réfugiés, en passant par la crise de la dette souveraine ou plus récemment, la crise sanitaire. L'image de la valse présentée par le livre d'Elie Cohen et Richard Robert décrit le rythme de résolution de ces crises par l'Europe - un rythme qui paraît souvent à contre-temps dans la réaction mais qui finit par prendre la musique. On n'est plus au Congrès de Vienne, mais avec 27 ou 28 hommes et femmes, des peuples et des sociétés hétérogènes, dans les crises l'Europe danse.

Le rythme ternaire est toujours le même : démarrage calamiteux marqué par les divisions, puis une réponse dans l'urgence, sous la pression d'acteurs audacieux qui rompent les rangs et enfin de longues négociations pour parvenir à de nouveaux équilibres. D'abord l'Europe s'arrête, tangué de droite à gauche, tente de contourner l'obstacle, éventuellement le sauter (passer outre ses propres règles) puis se retrouve dans la panique et l'émerveillement d'avoir brisé la règle.

LA VALSE EUROPÉENNE LES TROIS TEMPS DE LA CRISE

Les deux auteurs sont partis de l'hypothèse que l'Union européenne (UE) est une énigme qui demande à être percée dans son fonctionnement. Les nombreuses crises qu'elle traverse semblent la renforcer. Toutes les crises affrontées collectivement depuis 2008 entre les sommets de la dernière chance, les incertitudes puis les situations qui se décrispent et s'arrangent en sont l'exemple. Ce rythme, maladroit lui permet tout de même de continuer à avancer en déjouant tous les pronostics.

Pour illustrer l'image de la valse à trois temps, Richard Robert choisit l'exemple de la crise de l'euro. Pendant plusieurs années on a vécu dans « l'attente éperdue et sous le signe de l'impossibilité absolue » de voir la Banque centrale européenne (BCE) assumer une fonction de prêteur en dernier ressort. La BCE est alors la seule institution fédérale de l'UE capable de décider rapidement. Et en même temps, c'est une institution incomplète car ce statut de prêteur en dernier ressort, qui fait normalement partie des éléments fondateurs d'une Banque Centrale, a été définitivement exclu lors de sa fondation dans les années 1990. En d'autres termes, la BCE est une banque incomplète. Un autre élément paradoxal de la situation fait que des Etats sont contraints, par des règles à la faillite programmée de leurs banques et la panique les marchés financiers afin d'éviter l'endettement, mais le font quand même.

Le second temps de la crise est plus court, plus brutal et plus personnel. C'est le temps de la réaction. C'est le « Whatever it takes » prononcé par Mario Draghi en juillet 2012. Soudain, les marchés s'apaisent. Si la situation se débloque alors, c'est que les dirigeants sont le dos au mur, ils n'ont plus le choix. Mais il y a eu beaucoup de dégâts (des montagnes de dette publique accumulée).

Le troisième temps est plus long et nous y sommes encore. Il faut que la nouvelle règle se fixe dans le marbre. L'ancien ordre a été bouleversé et il faut des années pour qu'une nouvelle se pérennise. C'est tout l'enjeu d'ailleurs des discussions actuelles sur l'union bancaire et la réforme du pacte de stabilité.

Un autre constat qui émerge à la lecture du livre et se vérifie au jour le jour est celui d'un décalage profond entre l'appréhension du monde par l'UE et la réalité des relations internationales. Naturellement, l'échelle européenne est souvent la plus pertinente pour résoudre certains problèmes (comme le climat), prendre de vraies décisions et peser sur la scène internationale (les négociations commerciales, le dialogue avec la Russie, la Chine ou les Etats-Unis).

Mais l'UE n'est pas bien équipée politiquement et intellectuellement pour appréhender des facteurs d'action tels la puissance, la prise de décisions rapides, la souveraineté, mais aussi la gestion du dissensus – qui permet la bonne décision mais peut aussi la bloquer, notamment quand prévaut la règle de l'unanimité. Voilà des catégories qui lui font défaut, tant elle est l'œuvre d'une construction marquée par un certain irénisme et la recherche du consensus. Elle apparaît comme un espace en quête de renforcement. Le livre est une exploration des conditions de ce renforcement, qui peut s'observer à l'œuvre (budget européen, défense européenne, apprentissage de la realpolitik sur les migrants ou face à la Russie en Ukraine) mais demande aussi de nouvelles règles du jeu.

Les auteurs observent le caractère profondément politique de nombre de décisions et au fil du temps une capacité croissante à assumer cette part politique qui consiste aussi à assumer une part d'arbitraire. L'Union devient, peu à peu, un acteur à part entière et non plus un simple syndic des nations. Dans le lent renforcement de son processus d'action, les auteurs ont observé que le vote à la majorité qualifiée permettrait d'avancer plus vite sur de nombreux sujets. L'actualité récente l'a une nouvelle fois démontré, avec la capacité de blocage - le front hongro-polonais notamment - qu'un ou plusieurs Etats peuvent avoir dans le processus décisionnel.

Pour autant, nombre de petits pays tiennent à ce droit de veto : il en va de leur souveraineté. Cependant, c'est bien vers un vote à majorité qualifiée que l'UE s'oriente inévitablement sur un nombre croissant de sujets. La question qui persiste est la méthode. Va-t-on y arriver par glissement des pratiques ? Une nouvelle crise avec un passage en force ? Ou, même si cela paraît improbable aujourd'hui, un nouveau traité ?

Quoi qu'il en soit, on note une (re)politisation de l'Europe avec l'émergence d'un espace public européen. Aux décisions plus politiques prises par l'Union répond la construction d'une vie politique à l'échelle de l'Union, à laquelle participent activement des dirigeants comme Viktor Orbán, dont on ne mesure pas assez à quel point ils contribuent à vivifier le débat démocratique à l'échelle de l'Europe (au plan domestique, c'est une autre affaire !).

Paradoxalement, voir Mateo Salvini et Marine Le Pen côte-à-côte sur une affiche électorale fabrique peut-être plus d'Europe que ceux qui prétendent avoir le monopole de sa défense et sa construction, parfois en dépit de certaines réalités. Entre les crises et les forces qui veulent la détruire, émerge finalement une Europe plus politique.

C'est bien une séquence nouvelle de la construction européenne qui s'esquisse ici. Au milieu des années 1980, avec les entretiens de Val-Duchesse, on avait assisté sous l'égide de Jacques Delors à l'essor d'une Europe sociale marquée par le rôle du Comité économique et social européen, au côté de la Commission. Le Parlement ne joue alors pas un grand rôle, et cette configuration institutionnelle (exécutif + société civile) renvoie à un imaginaire politique marqué par la valorisation du consensus. Très pertinent pendant les premières décennies, ce modèle semble céder la place aujourd'hui à une Europe plus adulte politiquement, capable de cultiver des formes de dissensus (au sein du Conseil, du Parlement, dans le débat public européen structuré notamment par le pôle Macron-Orbán, très clivé, par opposition au jeu beaucoup plus apaisé entre PPE et PSE).

Restent les citoyens, qui restent à l'écart. Cette relative apathie face à l'Europe se joue aussi, ne l'oublions pas, à l'échelle nationale. La politique n'enthousiasme plus et on le voit dans les taux d'abstention électorale ou le rejet des institutions. S'investir pour l'UE au quotidien pose la question des échelles. L'Europe est un vaste territoire, ses composantes sont nombreuses et diverses. Repolitiser l'espace public contribuera sans doute à réimpliquer les citoyens dans la démocratie. Mais l'engagement, si on souhaite le développer, peut peut-être se jouer à d'autres échelles. L'UE est devenue trop vaste et une échelle plus intermédiaire serait plus à la portée des citoyens. Cela vaut aussi pour les États, du reste : le groupe de Visegrad (V4) par exemple est certes un cartel politique de dirigeants de pays d'Europe centrale, mais il incarne aussi le symbole d'une forme de cohérence et d'unité. Cela ne veut pas dire que le V4 est au diapason de l'intégralité de la société polonaise, hongroise, slovaque ou tchèque. Mais jusque dans son caractère parfois rétrograde il constitue un morceau d'Europe et fabrique du transnational. Le couple franco-allemand est aussi porteur d'initiatives bilatérales. On pense spontanément aujourd'hui à des initiatives au niveau des États ou des grandes entreprises (projet de cloud Gaïa-X en octobre 2019), mais tout un pan de vie citoyenne européenne s'est joué par le passé à cette échelle et gagnerait à être revivifié.

De cette réflexion commune émerge le sentiment que l'Europe avance, certes maladroitement, et se renforce à coup de crises extérieures et de conflits internes, que la solidarité ne s'impose bien souvent qu'en cas d'extrême urgence. L'Europe, qui est née dans le contexte de la guerre froide, a perdu de sa force dans un monde qui s'apaisait. Le retour de différentes formes de menaces peut lui redonner du tonus. La question de la menace apparaît en ordre dispersé et répond à une triple configuration globale :

- Une Chine qui n'évolue pas comme on l'espérait, qui n'est pas encore une « vraie » menace même si elle est perçue comme telle, mais plutôt un rival systémique ;
- L'isolationnisme européen semble terminé avec la défaite de Donald Trump mais l'affirmation d'intérêts nationaux reste forte chez Biden, tout multilatéraliste qu'il se montre. Cette Amérique moins généreuse, comme les velléités de la Russie de Poutine, peuvent aider à dépasser les lignes de fractures ;
- L'environnement régional de nos voisins méditerranéens, entre les rapports compliqués avec la Turquie, les révolutions au Sud de la Méditerranée et les vagues migratoires manipulées politiquement.

La présence inquiétante voire menaçante de l'intérieur et de l'extérieur apparaît avec force. On a cru que cela passerait avec un repli nationaliste et identitaire. Même si elle est encore à l'agenda politique de certains et que le populisme n'a pas dit son dernier mot, la tendance générale semble moins explosive qu'à la fin des années 2010. Le défi n'en est que plus grand pour une Europe qui, dans ce monde plus dur et moins coopératif, doit apprendre à parler le langage de la puissance. Cela fait partie, en termes de souveraineté, d'une réacclimatation au monde et de ses enjeux actuels. C'est aussi dans les menaces que se forge le sentiment d'une communauté de destin, à la base de tout projet démocratique.

En somme, il faut surtout ne pas perdre de vue que la démocratie, même à l'échelle européenne, ce n'est pas une somme d'institutions, c'est un processus sociologique. C'est la démocratie qui dit pourquoi des hommes et des femmes différents voudraient vivre ensemble.